

DEMOCRATIE ET AUTORITARISME EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (1911-1946)

COMPREHENSION DU SUJET

Il nous faut dans ce sujet travailler sur la relation entre les notions de « démocratie » et d'« autoritarisme ». Cela concerne d'abord le rôle des partis et des espaces d'expression (associations, syndicats, journaux) tels que la démocratie de type libéral le comprend. Mais ce rapport entre démocratie et autoritarisme doit aussi nous amener à suivre l'évolution des hommes politiques dans leur programme comme dans leur action. Enfin, dans une région déchirée par les tensions minoritaires et où les frontières ont fluctué très vite tout au long du XIX^e siècle, la troisième ligne directrice de notre réflexion doit porter sur l'apparition d'Etats-nations comme la disparition de systèmes impériaux et la répercussion de cette transformation rapide sur la vie politique interne de pays neufs.

Or la particularité du sujet consiste à analyser des régions aux passés politique et culturel somme toute assez différents, mais pour lesquelles se dessinent déjà, pour la période 1911-1946, des évolutions politiques homogènes. Les Balkans sortent juste de six siècles de domination ottomane et conservent, jusqu'à la fin des années vingt, des traditions politiques conservatrices ; alors que dans des pays comme la Pologne renaissante ou la nouvelle Tchécoslovaquie, l'autonomie locale et des partis déjà bien formés malgré la domination des empires centraux amèneront jusqu'au second conflit mondial des expériences de démocratie et de débat politique peu connues ailleurs. Ces différences « culturelles » n'empêcheront pas dans l'entre-deux guerres, une évolution d'ensemble dans ce cœur géographique de l'Europe vers plus d'autoritarisme allant de pair avec la disparition des libertés publiques.

CHOIX DU PLAN

Trois parties chronologiques, avec des césures bien définies, s'imposent tant le contexte international et les changements de régimes ont été liés aux deux conflits mondiaux et aux tensions territoriales. Dans cette partie de l'Europe dominée puis largement influencée par les puissances extérieures, les périodes suivantes ont été choisies :

1911-1921 *De jeunes démocraties déjà sous influence* : Des régimes démocratiques existent déjà (Serbie, Roumanie) à côté de systèmes impériaux autoritaires (Autriche-Hongrie, Russie), mais les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale permettent l'émergence, dans un cadre étatique nouveau, de formes de souveraineté influencées par le modèle français dans les Balkans.

Apparaissent aussi des régimes républicains (Pologne) ou même des Soviets (Hongrie en 1919). 1921-1938 *Autoritarismes triomphants* : Avec les problèmes de minorité non réglés et l'attractivité des modèles totalitaires des puissances centrales, les jeunes démocraties vont se retrouver vite menacées par le clientélisme et l'immobilisme des gouvernements, pour ensuite très vite s'orienter, pour la grande majorité d'entre elles, vers des formes autoritaires, parfois même fascistoïdes, du pouvoir au milieu des années trente.

1938-1946 *L'ère des totalitarismes* : la Seconde Guerre mondiale ne fait que parachever l'évolution des pays d'Europe centrale et orientale vers une forme totalitaire du pouvoir, les régimes d'alors reprenant les caractères les plus radicaux du national-socialisme par peur du bolchevisme. Cette éradication des libertés facilitera, à partir de 1943-44, la reprise en main autoritaire de toute cette région par l'URSS.

INTRODUCTION

De la multiplicité de régimes de forme autoritaire en 1911 (monarchies, empires, principautés) à l'unicité du modèle soviétique adopté ou imposé en 1946, il semblerait que les pays d'Europe centrale et orientale aient eu une évolution similaire et constante vers des modes de relation de leur société à l'Etat, c'est-à-dire avoir toujours été dans un système autoritaire.

Mais cette tendance longue vers un affermissement de l'autoritarisme après un bref interlude démocratique qu'ont représenté les années vingt n'est pas vécue de la même façon partout et des décalages entre régions apparaissent. Les libertés civiles et politiques, qui existent déjà avant 1914 et se renforcent après 1919, restent fortes jusqu'au tout début de la Seconde Guerre mondiale en

Tchécoslovaquie et en Bulgarie ; alors que, dès l'après-guerre, le caractère autoritaire du gouvernement hongrois se poursuit dans une forme de radicalisation de la vie politique. De la même façon, on peut considérer la suppression des libertés civiles par le roi Alexandre de Yougoslavie en 1929 comme une répétition plus tardive des dictatures imposées en Bulgarie en 1923 et en Pologne en 1926.

Ces différences dans le temps et l'espace n'empêchent pourtant pas d'observer, dans tous les pays d'Europe centrale et orientale entre 1911 et 1946, les mêmes tendances lourdes de leur vie politique. L'instabilité parlementaire et des débats vifs, parfois violents à l'assemblée, s'expliquent par un fractionnement de l'échiquier politique et en même temps un faible éventail d'idées politiques proposé aux électeurs. L'autre caractéristique générale concerne l'attachement fortement marqué pendant toute notre période à un homme charismatique et au dessus des contingences politiciennes : le général Pilsudski en Pologne, le maréchal Horthy en Hongrie, le roi Zog en Albanie, puis, dans des formes extrêmes, Monseigneur Tisza en Slovaquie et Ante Pavelic en Croatie, s'imposent vite comme des plébéiens populistes et profitent de leur aura pour asseoir un pouvoir dictatorial.

I- DE JEUNES DEMOCRATIES DEJA SOUS INFLUENCE (1911-1921)

A- Libertés limitées et tendances autocratiques à la veille de la Première Guerre mondiale

A la veille de la Première Guerre mondiale, les empires centraux sont confrontés à deux questions politiques majeures : les rapports entre les différentes formes de représentations nationales, ainsi que la place des nationalités face au gouvernement central.

Dans l'empire austro-hongrois, les libertés démocratiques sont apparues tardivement, mais elles sont solidement établies à la veille de la guerre. En Cisleithanie (partie autrichienne), depuis 1896 les 343 membres du Reichsrat (Assemblée fédérale) sont élus au suffrage universel masculin et ils représentent les députés des 17 diètes provinciales. Cela favorise à partir des élections générales de 1906 l'éclosion de partis nombreux, souvent cloisonnés selon les nationalités : on retrouve ainsi à gauche du spectre politique des partis sociaux-démocrates dans chacune des 17 assemblées provinciales, alors que dans le camp conservateur les tendances agrarienne et chrétienne-démocrate sont les plus répandues. En Transleithanie (partie hongroise), le Parlement qui siège à Budapest depuis le compromis austro-hongrois de 1867 reflète moins les aspirations de la population car le suffrage censitaire n'accorde qu'à un tiers de la population masculine le droit de vote. Malgré cela, il existe là aussi une vie parlementaire riche et démocratique. Le Parti de l'Indépendance regroupe les tendances les plus conservatrices de la vie politique hongroise et prend en 1911 des mesures contre les minorités. Le parti Libéral, maître du gouvernement après 1911, est plus ouvert à des rapports négociés avec Vienne ou les minorités. Même s'ils sont moins représentés au parlement, existent déjà en Hongrie avant la 1^o guerre mondiale des courants démocrate-chrétien, social-démocrate et, particularité locale, le Parti des Propriétaires terriens.

Dans les Etats sous tutelle ottomane, les libertés démocratiques acquises l'arme à la main tout au long du XIX^e siècle sont malmenées et souvent déjà mises en parenthèse. Les indépendances ont été acquises tardivement – la Serbie dès 1830, mais la Roumanie en 1864, la Bulgarie en 1879 et l'Albanie seulement en 1913- et ces nouveaux Etats restent majoritairement des monarchies constitutionnelles soutenues par les grandes puissances (les Russes sont chargés ainsi de créer l'administration et la constitution bulgares). Parfois la constitution est suspendue et des coups d'Etat sont fomentés. Mais cette tradition autoritaire n'empêche pas à la veille de la première guerre mondiale par ailleurs une vie politique polarisée souvent entre deux grands courants. En Roumanie et en Bulgarie, le Parti Libéral et le parti conservateur alternent au pouvoir, mais ils ne représentent en général que les intérêts des propriétaires terriens et des bourgeois citadins. Cela amène des victoires électorales de mouvements plus populaires. Ainsi l'Union agrarienne de A. Stamboliski obtient 20 % des voix aux élections de 1911.

Cet autoritarisme, teinté d'exclusivisme national dans les Balkans, amène dans les années précédant la grande Guerre l'apparition de mouvements plus proches des couches populaires. En Bulgarie et en Roumanie, les Partis Social-Démocrate, respectivement créés en 1904 et 1910, défendent des libertés politiques (suffrage universel en Roumanie) et sociales (réforme agraire en Bulgarie), mais les Etats autoritaires poursuivent souvent leurs militants en justice. Mais c'est surtout du côté de la « nation polonaise » que ce mouvement politique s'était le plus développé en 1914. Partagés entre trois empires depuis 1795, les Polonais étaient représentés par des partis Paysan et National-Démocrate dans l'empire austro-hongrois, mais c'est surtout le socialisme qui les a le mieux

défendus. Le parti social-démocrate polono-lithuanien de Rosa Luxembourg se bat clandestinement dans la partie russe alors que le Parti Socialiste Polonais s'installe en 1912 en Galicie cisleithanienne. Un de ses dirigeants est J.Pilsudski qui se bat déjà pour l'unité de tous les Polonais.

B- Brutalisation des rapports politiques et reconstruction démocratique(1915-1921)

1-Clivages politiques et fractures durables de la première guerre mondiale

Alors que, parmi les grandes puissances, la Première Guerre mondiale est l'occasion pour tous les partis de faire l'union sacrée, en Europe centrale et orientale l'entrée dans le conflit voit presque systématiquement apparaître la question nationale dans la vie politique interne. Ainsi, en Autriche-Hongrie, beaucoup de Tchèques désertent à partir de 1916 et vont combattre les puissances centrales en rejoignant les Français et les Serbes dans l'Armée d'Orient à Salonique ou bien à partir de 1917 participer à la révolution russe ; les Serbes de Voïvodine et des confins militaires austro-turcs (Krajinas) rechignent à aller combattre leurs frères de sang. Alors que les Roumains de Transylvanie en Transleithanie combattirent contre les Roumains de Roumanie lorsque ceux-ci se rangèrent du côté de l'Entente. Dans les Balkans se forment un fort clivage entre les patriotes, partisans d'une guerre contre l'occupant, et les neutralistes plutôt favorables à des accommodements avec une puissance tutélaire. En Bulgarie, les socialistes et les agrariens s'opposent à l'entrée en guerre, alors que le roi Ferdinand appuyé par son gouvernement pense ainsi mieux régler la question macédonienne : cela explique sa décision tardive datant de septembre 1915. En Grèce, les divisions seront plus profondes et durables : le roi Constantin défend une politique de neutralité car il est cousin de l'empereur Guillaume II, alors que son premier ministre Venizelos, soutenu par le parlement, accepte, parce qu'il a des visées sur la Thrace et l'Epire, l'établissement de 500 000 soldats de l'Entente dans la baie de Salonique.

Deux peuples font exception et montrent face à l'adversité une unité nationale qui marquera leur avenir, les Serbes et les Polonais. Ces derniers espèrent aboutir, lorsque la guerre commence, à une autonomie solide dans chacune des parties où ils habitent. Le « Comité National Polonais » en Russie et le « Haut Comité National » en Autriche-Hongrie oeuvrent en commun dans cette voie. L'indépendance est même voulue par DMOWSKI à la tête des émigrés polonais d'occident et négociée par le « Conseil de Régence », administration aristocratique sous l'aile allemande. Les Serbes, attaqués par des forces cinq fois supérieures en nombre, résistent aux empires centraux plus d'un an grâce à l'union sacrée formée autour du cabinet PASIC (Parti radical) et lorsqu'en octobre 1915 le pays est finalement envahi, le jeune roi Pierre préfère quitter le territoire avec son armée, des représentants de l'Etat et de l'Eglise afin de continuer le combat à partir de la Grèce.

2- Programmes d'union nationale et constitutions libérales d'après-guerre

Alors que les combats ont laissé des traces profondes dans cette partie de l'Europe (il n'est qu'à penser aux 40 % de l'armée serbe tombée sous les balles), des programmes nationaux sont défendus afin de retrouver (Roumanie, Bulgarie, Pologne) ou de découvrir une indépendance (Tchécoslovaquie, Yougoslavie). Pendant la guerre, des personnalités politiques importantes avaient déjà défendu ces programmes depuis l'étranger. Les Tchèques T.Masaryk et E.Benes créent le « Conseil national Tchèque » à Paris en 1916 et rallient à leur cause le Slovaque Stefanik autour de l'idée d'un Etat tchécoslovaque où les deux composantes nationales auraient un statut égal. La même volonté d'union supra-nationale guide les Serbes et les Croates d'Autriche-Hongrie. Reprenant le projet « illyrien » d'union des Slaves du sud, ils créent un « Comité Yougoslave » à Londres dès 1915. En juillet 1917, le gouvernement serbe de Pasic et ce Comité yougoslave signent l'« Accord de Corfou » où il est stipulé que les Serbes et les Croates auraient une « patrie unique » dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

Le retour à la paix se fait majoritairement en Europe centrale et orientale avec l'élaboration de constitutions de type libéral, souvent calquées sur celle de la France. En Pologne, le président a des pouvoirs étendus, à l'égal de la constitution de la III^e République, mais le suffrage universel direct et transparent apparaît pour la première fois dans le texte de 1921. Il faut savoir qu'en Yougoslavie, en Roumanie et en Albanie, des juristes français aident à l'élaboration des nouvelles constitutions : elles donneront un caractère centralisateur aux régimes monarchistes, mais seront accompagnées de garanties démocratiques solides. Afin de rompre avec les régions historiques, le roi Alexandre en

1922 et le premier ministre Bratianu en 1925 découpent respectivement la Yougoslavie en 33 et la Roumanie en 71 départements, avec à leur tête des préfets. A côté de cela, les partis et associations ne sont plus soumis au contrôle des gouvernements.

D'autres pays, comme la Bulgarie et la Hongrie, connaissent au contraire déjà une vie politique mouvementée. A la fin de l'année 1918, une éphémère « République de Radomir » tente d'imposer les idéaux communistes, ce qui se concrétisera au printemps 1919 en Hongrie avec la « République des Conseils » de Bela Kun. Mais dans les deux cas, la réaction est forte : en Bulgarie s'installe dès 1920 la « dictature verte » de Stamboliski et en Hongrie, l'amiral Horthy devient régent en 1920. A chaque fois, ces régimes s'appuient sur des bandes armées pour revenir au pouvoir, comme les fameuse « Gardes oranges » du parti agrarien de Stamboliski.

II- AUTORITARISMES TRIOMPHANTS (1921-1938)

Malgré des constitutions renouvelées et de fortes garanties démocratiques, l'Europe centrale et orientale se dirige à partir des premières élections législatives des années 1920-21 vers un cadre autoritaire.

A- L'illusion démocratique (1921-1930)

1- Démocraties inachevées

Les premières élections d'après-guerre sont porteuses de beaucoup d'espoir car un peu partout la multiplicité des programmes présentés et la participation aux débats est importante. En Hongrie, la participation aux élections de 1920 est de 92 %, alors qu'en Tchécoslovaquie et en Roumanie, plus de vingt partis sont à chaque fois en lice. Mais surtout l'après-guerre voit un foisonnement de partis, mouvements et associations se développer. La raison principale en est l'interdiction des syndicats jusqu'en 1918 dans toute la région, sauf dans des entités comme la Bohême-Moravie ; mais au-delà, c'est l'espoir d'un changement radical de politique, plus respectueux des volontés nationales, qui se fait jour.

Au début des années vingt, des gouvernements formés autour d'un parti –pivot se succèdent. En Yougoslavie, c'est le parti radical de Pasic, en Roumanie, une coalition de droite menée par les partis paysan et libéral alors qu' en Tchécoslovaquie un rassemblement plutôt de gauche formé autour du parti Agrarien d'A.Svehla. Mais dès les premières expériences gouvernementales apparaissent des dysfonctionnements. Les partis au pouvoir, une fois installés à la tête du pays, n'appliquent pas les promesses et restent dans un immobilisme tragique par la suite : ainsi, les agrariens ne réussissent pas à réaliser la réforme agraire de façon réellement redistributive en Bulgarie ni en Tchécoslovaquie. En second lieu, comme ce sont souvent des coalitions, les gouvernements sont vite mis en minorité et cette instabilité ne permet pas une politique continue. Enfin, le clientélisme et la pression électorale sont dès le début très forts : malgré un vote secret, des gages financiers sont souvent donnés à tel patriarce ou notable ayant une assise électorale.

2- Agitation politique

Cette instabilité entraîne relativement tôt une violence politique qui, avant même l'extrémisme développé dans les régimes totalitaires, déstabilise la démocratie. Il arrive que le chef de l'Etat s'appuie sur des mouvements armés pour limiter l'influence de l'opposition : le général Pilsudski envoie ses Légions formées durant la guerre perturber les réunions des sociaux-démocrates. Dans les Balkans, des bandes manipulées par les partis dirigeants écument les campagnes pour y semer la terreur : Antonescu en Roumanie a pris l'habitude de désigner ainsi à la vindicte populaire les juifs ou les francs-maçons.

Ce climat délétère facilite les coups d'Etat. Face à l'action populiste de Stamboliski, le roi de Bulgarie Boris III n'hésite pas le 8 juin 1923 à envoyer l'armée occuper la capitale. Ahmed Zogu revient en 1924 au pouvoir à Tirana dans les valises de l'armée albanaise. Joseph Pilsudski fomenta en mai 1926 un coup d'état. Cette agitation permet aussi de justifier la restriction des libertés civiques. En 1926, le parlement roumain vote une loi qui attribue d'office la moitié des sièges au parti qui avait obtenu 40% des voix, le reste étant partagé avec prime au vainqueur ; en 1928, le roi Alexandre de Yougoslavie, après le meurtre d'un député croate au sein même du parlement, abolit la Constitution libérale de 1921 et suspend les libertés de presse et de réunion. Le climat de violence facilite enfin la mise à l'écart de partenaires démocratiques « gênants ». Le roi Alexandre de Yougoslavie interdit le

parti communiste dès 1921 et le régent Horthy procède à l'épuration des chefs de la « République des Conseils ».

3-Trois catégories d'Etats

A la veille des turbulences des années trente, la seule démocratie d'Europe centrale et orientale est la Tchécoslovaquie. Malgré des pouvoirs constitutionnels importants, le président Masaryk, réélu en 1927 et 1934, laisse des coalitions centristes allant des Sociaux-démocrates aux Nationaux-Démocrates se succéder légalement. Les libertés politiques sont préservées et à aucun moment les communistes sont poursuivis.

Ailleurs, ce sont souvent des Etats autoritaires conservateurs qui sont en place à la fin des années vingt. En Pologne et dans la majeure partie des Balkans sont en place des monarchies ou des dictatures avec trois traits caractéristiques. D'abord, une personnalisation avancée du pouvoir et des relais non-institutionnels avec les électeurs qui leur permettent d'éviter les joutes parlementaires. Ensuite, des systèmes multipartites, mais où vite prédomine un groupe politique sur lequel on peut s'appuyer : le « Bloc National » est en Pologne le seul groupement auquel Pilsudski s'adresse après 1927. Enfin, des minorités nationales qui ne sont pas toujours représentées, comme les Macédoniens en Yougoslavie.

Enfin, on peut relever deux Etats déjà réactionnaires en 1930 : la Hongrie et la Roumanie. Horthy et Antonescu refusent les traités et les nouvelles pratiques politiques, ce qui les amène à maintenir par tous les moyens à la fois le système politique d'avant-guerre et le rôle prééminent des soutiens traditionnels du régime (propriétaires terriens, armée, Eglise).

B- Des régimes brutaux et anti-démocratiques (1930-1938)

1- Autoritarisme renforcé dans les Balkans

La question nationale devient, à partir de la crise de 1929, à la fois le centre des positionnements politiques et la cause d'un durcissement des régimes dans les Balkans.

En Yougoslavie, les liens entre la dynastie serbe au pouvoir et l'opposition croate enveniment la situation. En effet, le roi Alexandre n'accepte plus l'agitation du Parti paysan croate et il emprisonne en 1933 son dirigeant V.MACEK, mais le mouvement fasciste croate oustachi commande le crime du roi à Marseille en 1934.

Dans ce contexte d'exacerbation des tensions nationales et de marasme économique, les dirigeants des pays balkaniques restreignent encore plus les libertés afin d'asseoir définitivement leur pouvoir. Les partis politiques et les syndicats sont supprimés en 1934 par le colonel VELTCHEV et en août 1936 par le général METAXAS suite à des coups d'Etat en Bulgarie et en Grèce. Veltchev gouverne dès lors par décrets car les membres du Parlement ne sont que désignés et Metaxas applique une censure sévère sur la presse et l'éducation. En Roumanie, le roi Charles II est plus respectueux de la constitution, mais l'habitude est prise de désigner les ministres et de les légitimer seulement après-coup par des élections.

Plus inquiétants sont les signes patents de fascisation des régimes parallèles aux événements d'Allemagne et d'Italie. Les « Gardes de fer » et la « Légion de l'Archange Gabriel » de C.Corleanu en Roumanie ou les Oustachis du croate A.Pavelitch défendent un programme antisémite et honorent les assassinats politiques ; ils se préparent aussi à la guerre contre le communisme dans des camps paramilitaires. Ces ligues fascistes sont dissoutes en 1934 puis tolérées à nouveau en 1938 en Roumanie. Ces tendances ont pour aboutissement la formation de partis et d'institutions fascistes. Le parti des Croix Fléchées, né en Hongrie en 1937, prône ouvertement un gouvernement à l'italienne. Mais surtout, des corporations remplaçant les assemblées deviennent le soutien direct du général Metaxas en 1937 et du roi Charles de Roumanie en 1938.

2- L'Europe centrale prise entre deux totalitarismes

Les événements européens du milieu des années trente vont avoir encore plus d'influence sur les pays d'Europe centrale. En effet, les deux puissances idéologiques que sont l'Allemagne nazie et l'URSS communiste vont marquer les régimes polonais et hongrois.

Les préparatifs militaires de l'Allemagne amènent les dirigeants de ces pays à renforcer les principales institutions. Ainsi, le général Pilsudski impose en avril 1935 un régime présidentiel de type autoritaire à travers une nouvelle constitution, et le « Bloc gouvernemental » devient une sorte de parti

unique au service des généraux qui vont se succéder à la tête de l'Etat. Cette conduite ultra-autoritaire se double parfois de mesures qui impriment un caractère fasciste à ces régimes. Le premier ministre hongrois Daranyi fait ainsi voter en avril 1938 une loi sur les juifs instituant un numerus-clausus de 20 % dans la haute administration et les professions libérales. En Pologne, la Légion se déclare prête en 1937 à appuyer tout combat contre le bolchevisme.

Face à ce rapprochement politique avec le modèle nazi, les mouvements de gauche s'organisent partout en Europe centrale. Les sociaux-démocrates s'organisent pour faire barrage à la montée des idéaux fascistes, légalement en Tchécoslovaquie, à partir de l'exil pour les Hongrois. Mais ce sont surtout les communistes qui, suivant la ligne des Fronts populaires appliquée à partir de 1934, se dressent contre la propagation du nazisme. Malgré les emprisonnements et les exils, les communistes polonais encadrent les grèves ouvrières de Lodz et Varsovie en 1937. Jusqu'en 1935, le Parti Communiste Tchécoslovaque défend les minorités nationales contre l'oppression de Prague, puis afin de parer aux menaces allemandes, il défend la République unitaire.

III- L'ERE DES TOTALITARISMES (1938-1946)

A- Perte de l'indépendance nationale (1938-41)

1- Démembrement territorial et tensions nationales

La Seconde Guerre mondiale marque à la fois l'accentuation de l'autoritarisme et le retour de la question nationale comme enjeu de politique intérieure.

Pour les pays ayant toujours refusé le diktat de Versailles, c'est l'occasion de reprendre des territoires perdus. La Hongrie récupère dès août 1940 une partie de la Transylvanie avec 1,1 millions de Hongrois, la Roumanie conquiert la Bukovine et le nord de la Bessarabie en juillet 1941 et établit un protectorat en Transnistrie le mois suivant, alors que la Bulgarie mène une politique brutale à l'égard des Macédoniens et des Grecs.

En revanche, les fédérations créées en 1918 sont littéralement dépecées. La Tchécoslovaquie est dès avant la guerre une nation coupée en trois, avec les Sudètes département allemand, la Bohême-Moravie région annexée et le protectorat de Slovaquie. Ce phénomène est plus grand encore dans une Yougoslavie ayant refusé le 25 mars 1941 le pacte allemand. L'Allemagne annexe une partie de la Voïvodine et de la Slovénie, l'Italie le Monténégro et le Kosovo, pendant que les Bulgares et les Macédoniens obtiennent des territoires.

Ces démembrements peuvent avoir comme conséquences des politiques exclusivistes dans les Balkans qui n'ont rien à envier aux nazis. La Bulgarie, par exemple, mène une politique de bulgarisation forcée dès 1941 en Macédoine, (fonctionnaires serbes remplacés, ouverture de 800 écoles, bulgarisation des noms des minorités), alors qu'en Thrace occupée, l'armée bulgare ferme toutes les écoles grecques et expulse près de 100 000 Grecs.

2- Le centre-est européen et l'Allemagne nazie

L'Europe centrale et orientale perd, dans ce contexte, toute liberté et se retrouve vite n'être que qu'un pion dans les mains d'Hitler.

Alors que les Sudètes, la Silésie et la Carinthie deviennent en 1939 des départements du Reich, la Bohême-Moravie et un gouvernement général de Pologne établi à Cracovie deviennent des régions sous administration allemande, avec des militaires allemands désignés par le fùhrer. La Slovaquie de Mgr Tiszo et la Serbie du gal Nedic pratiquent la collaboration, avec mise à disposition des garnisons et recherche active des résistants. Les autres pays balkaniques deviennent des pays-satellites, avec mise à disposition de leur territoire et installation de bases allemandes, mais alors que les Hongrois et les Bulgares resteront neutres sur les théâtres d'opération militaire, les Roumains enverront vingt divisions sur le front russe, avec l'espoir de négocier des territoires par la suite.

Les gouvernements réagissent différemment à ces événements. La Roumanie et la Hongrie acceptent une opposition politique, mais ces seront gouvernés par des tribuns, comme par exemple le général Antonescu qui remplace le roi Carol de Roumanie en septembre 1940 et prend le titre de Conducator (Guide Suprême). Il est imité par le croate A. Pavelitch qui prend le titre de Poglavnik (Chef) le 15 avril 1941, puis par le général Metaxas en Grèce. Ailleurs, c'est souvent une dictature royale qui s'installe ou se renforce. Elle existait déjà en Albanie. En Bulgarie, le roi Boris devient la figure centrale de la scène politique pendant la première partie de la guerre.

B- Oppression et résistances (1942-44)

1- Extermination des minorités et collaboration à outrance

Partout en Europe centrale et orientale s'établit avec l'Allemagne une collaboration à outrance. Du point de vue économique, les livraisons de blé polonais, de pétrole roumain et de fer tchèque sont croissantes et directement dictées par l'Allemagne ; partout sont réquisitionnés les usines et les communications, mais la Croatie et la Bohême-Moravie envoient plus volontiers leurs compatriotes travailler en Allemagne. Du point de vue politique, la question juive est symptomatique du degré de collaboration. Alors que les juifs nationaux sont protégés en Roumanie et en Bulgarie, ils sont pourchassés en Hongrie et en Slovaquie et presque tous exterminés en Croatie et en Pologne.

Tout cela amène la fascisation des régimes centre et est-européens. Partout se constituent des milices politiques qui remplacent la police et chassent les opposants. Ce sont les Légionnaires roumains qui deviennent le pilier de l'Etat ou la Garde Hlinka slovaque qui est chargée du maintien de l'ordre. Par ailleurs, des institutions de masse et basées sur un programme racial exclusif apparaissent : c'est le clérico-nationalisme de Tiszo par exemple. En dernier lieu, un degré radical dans la brutalité est atteint parfois. Les Oustachis croates mènent une politique raciale où plus de 700 000 Serbes sur 1 800 000 sont exterminés ; au Kosovo, la division SS Skanderbeg, formée d'Albanais musulmans, parvient à vider cette région de toute population non-albanaise pendant la guerre.

2- Quelques caractéristiques du relèvement national

Des gouvernements en exil se forment très vite parmi les classes dirigeantes renversées par la guerre. Ils maintiennent une légitimité démocratique et se trouvent principalement à Londres. Le chef du gouvernement en exil yougoslave est le général Simovic en 1941, puis l'historien Slobodan Jovanovic ; pour la Pologne, le général Sikorski ordonne à l' « armée de l'intérieur » de combattre l'ennemi et la démocratie tchèque est représentée par Benes au Royaume-Uni.

Mais cela ne suffit pas à rejeter l'autorité allemande et des mouvements de résistance se font jour partout. En Tchécoslovaquie, ce sont des actes ponctuels, comme l'assassinat de Heydrich en mai 1942. En Pologne, des harcèlements et des attentats sont perpétrés par des groupes armés. Mais dans le sud des Balkans, la résistance est plus efficace. De véritables combats sont livrés par les communistes comme les républicains en Grèce ou en Albanie. En Yougoslavie, les royalistes serbes de D.Mihajlovic comme les communistes de J.Broz dit Tito parviennent même à faire reculer les troupes allemandes de régions comme l'Herzégovine ou la Bosnie orientale.

Le problème est que ces groupes de résistants vont aussi mener bientôt des guerres civiles. En Pologne, l' « armée de l'intérieur » conservatrice et l' « armée populaire » communiste contrôlent des régions différentes, alors que Mihajlovic et Tito se livrent une guerre impitoyable en 1942. L'autre faiblesse de la résistance au système totalitaire nazi réside dans les luttes fratricides qui s'ajoutent au conflit idéologique : Serbes, Croates et musulmans se livrent ainsi à des massacres de grande ampleur sur le territoire de Bosnie.

C- Victoire communiste (1945-46)

1- Mouvements d'union nationale

Les mouvements communistes forment partout pendant la guerre des institutions prêtes à prendre la relève des systèmes totalitaires en place. Ce sont souvent des comités nationaux ou régionaux de résistants qui allient les communistes aux autres forces de progrès et qui ont pour programme la réforme agraire, la nationalisation des banques et des grandes industries. C'est, par exemple, le « Conseil national Slovaque » en 1943 et le « Comité polonais de Libération nationale » en juillet 1944 qui remplace, de fait, les gouvernements en exil. En Yougoslavie, la conférence de Jajce en novembre 1943 impose le « Conseil anti-fasciste de Libération nationale » comme seul et unique représentant du pouvoir, et crée la seconde Yougoslavie sur un programme socialiste.

Dans les pays-satellites de l'Allemagne, la situation est plus difficile. En Roumanie et en Hongrie, des Fronts Nationaux arrivent dans les valises de l'Armée rouge. En août 1944, celle-ci reconnaît l'autorité au « Front Démocratique national » qui regroupe les libéraux, les agrariens et les socialistes roumains. En Bulgarie, le « Front de la Patrie » prend le pouvoir de force à Sofia avant l'arrivée des

troupes allemandes. Mais ce type de volte-face politique ne réussit pas en Hongrie où en octobre 1944, c'est le chef des Croix fléchées, F.Szalasi, qui devient chef de l'Etat.

2- Fin des libertés : gouvernements sous contrôle communiste

Hormis le cas hongrois, les mouvements d'union nationale, dans le contexte de la victoire de l'Armée rouge, se transforment rapidement après la guerre en gouvernements de type soviétique. Au début, ce sont des gouvernements représentant les forces de gauche ayant participé à la résistance. Ils ont un chef d'Etat communiste, comme en Pologne Bierut, ou bien commandent les ministères de la défense et de l'intérieur, comme en Roumanie dès octobre 1945. Puis, par une politique de grignotage du pouvoir, ils deviennent des Etats entièrement aux mains des communistes. Ainsi en Bulgarie, après une épuration qui toucha tous les hauts fonctionnaires des régimes précédents, les élections législatives de novembre 1945 donnent 88 % des voix au Front de la Patrie, puis après avoir scindé les listes autres que communistes, le Parti communiste obtient 275 sur les 375 du Front aux élections constituant d'octobre 1946.

Ces deux années se doublent partout d'une répression et d'une disparition des libertés démocratiques. Hormis les purges dans l'administration et l'abdication des monarchies encore existantes, partout les syndicats et mouvements de jeunesse d'obédience communiste deviennent les seuls mouvements de masse, et la presse est totalement contrôlée par le Parti communiste. Puis les partis d'opposition sont interdits, par exemple en janvier 1946 en Yougoslavie et août 1947 en Roumanie. Enfin, des chefs d'Etat communistes deviennent inamovibles et s'appuient sur une police politique : en Yougoslavie, Tito se déclare « maréchal » en 1945 et crée l'OZNA qui poursuivra même les militants de la « Ligue des Communistes » pour déviationnisme dès 1946.

CONCLUSION

Alors que la Guerre froide n'est pas encore amorcée, tous les pays d'Europe centrale et orientale se trouvent dans le cadre de systèmes communistes stricts et solidement établis. Des poches de résistance existent, mais l'exil de milliers de citoyens, prévoyant l'avenir tragique de cette région, commence en 1946. Or la rapidité avec laquelle un nouveau type de totalitarisme s'est installé au coeur de l'Europe ne peut s'expliquer sans le passé proche qu'ont vécu ces pays. Les traumatismes nationaux de la Première Guerre mondiale, la fragilité des démocraties au début des années vingt et surtout cette malheureuse propension à l'autoritarisme dès les premiers soubresauts ne pouvaient que déboucher sur l'apparition de modes de contrôle de la vie politique aussi cadencés que celui du communisme stalinien.

Pourtant, des pratiques démocratiques préexistantes à la première guerre mondiale étaient réapparues en 1918. Mais des sociétés où la question sociale et surtout le problème des frontières n'étaient pas encore réglés pouvaient-elles en même temps faire progresser la démocratie et régler le lourd héritage de la disparition des systèmes impériaux imposée de l'extérieur ? La construction durable d'un Etat, au prix parfois de mesures exclusivistes, n'était-elle pas plus urgente que de créer des espaces de liberté citoyenne ?

BIBLIOGRAPHIE

- BATAKOVIC D. *Yougoslavie : Nations, Religions, Idéologies*, L'Age d'Homme, Paris, 1994
BOGDAN H. *Histoire des pays de l'Est, des origines à nos jours*, Perrin, Paris, 1990
CASTELLAN G. *Histoire des Balkans XIV^e-XX^es*, Fayard, Paris, 1999
CASTELLAN G. *Histoire des peuples d'Europe centrale*, Fayard, Paris, 1997
FEJTÖ F. *Requiem pour un empire défunt : histoire de la destruction de l'empire austro-hongrois*, Paris, 1988
JELAVICH B. *History of the Balkans, T2 (XX^es)*, C.U.P., Cambridge, 1988
MARES A. *Histoire des pays tchèque et slovaque*, Hatier, Paris, 1995

